

Jean-Pierre Obin

Entretien avec la Lettre de l'éducation

En France sans doute plus qu'ailleurs, l'Ecole semble être un perpétuel sujet de controverse, et les enseignants sont souvent attaqués. Sur quels points précisément ?

Les mises en cause sont diverses : leur rémunération (gagnent-ils assez ou pas suffisamment d'argent ?), leurs congés (en ont-ils trop ?), leur « équité » (s'occupent-ils de la même façon, avec la même exigence, des élèves défavorisés et des enfants des classes moyennes ?)... Les Français sont ambivalents à l'égard du corps enseignant : ils fondent énormément d'espoir sur l'école, investissent toujours plus de leur énergie, de leurs finances et de leur temps pour la réussite de leurs enfants. Le corollaire, c'est qu'ils se sentent souvent frustrés face à des enseignants auxquels ils reprochent de ne pas faire autant ou davantage d'efforts qu'eux-mêmes et qui surtout disposent du pouvoir de certifier la réussite scolaire de leurs enfants. De leur côté, les enseignants ont eux aussi une posture ambivalente : l'attente de reconnaissance de la part de la société est immense, mais dans le même temps ils refusent toute intrusion dans le domaine pédagogique et de s'entendre dire comment travailler. En France, on est dans une tension permanente entre le corps enseignant et l'opinion : une situation assez nouvelle – elle remonte aux années 1970 –, et assez singulière dans le monde.

Qu'est-ce qui fait du métier d'enseignant une profession « à part » ? Autrement dit, qu'est ce qui le singularise ?

Vous en connaissez beaucoup, des métiers qui vous placent, quarante ans durant, au contact quasi exclusif d'enfants ou d'adolescents ? Mais plus profondément, ce qui caractérise la profession, c'est d'être par essence tournée vers le passé dans une société qui, elle, est désormais tournée vers l'avenir. L'enseignant doit transmettre ce qui a été découvert, établi ou démontré par le passé – en histoire, en sciences, en mathématiques notamment –, ou ce qui s'est institué par une tradition – en langues, arts, sport, etc. L'enseignant est donc par essence dans une relation d'autorité, fondée sur l'autorité du passé en tant que tel, alors que dans tous les autres domaines de la vie,

l'autorité doit aujourd'hui être légitimée au présent. C'est là une singularité essentielle par rapport à toute autre fonction, et assez problématique dans la société du XXI^e siècle. Il vaudrait mieux que les jeunes enseignants en soient informés ! Et y soient formés !

Vous décrivez un métier par essence tourné vers le passé. Doutez-vous du progressisme des enseignants ?

Disons plutôt que je m'interroge. Le progressisme des enseignants est indiscutable sur le plan social, moral et politique. On sait bien qu'au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, instituteurs et professeurs ont largement participé au mouvement d'émancipation politique de la société, à la levée de la tutelle religieuse, puis à l'émancipation et à la libéralisation morale des années 1960. Mais dans le cadre professionnel, et uniquement dans ce cadre, le corps enseignant présente certains caractères d'archaïsme : temps cyclique dans un monde où tout semble s'accélérer, espace professionnel restreint à la classe et à la discipline enseignée, exigence de stabilité à l'ère de la mobilité, structure corporatiste à l'heure de l'individualisme... Du coup, les enseignants peuvent apparaître aux yeux de certains comme un îlot d'archaïsme. Le conservatisme enseignant est devenu une critique habituelle, presque une rengaine... alors que ce trait ne concerne pas du tout les sphères morale et politique.

Que dire aujourd'hui des conditions d'exercice du métier ?

L'enseignant, hier pilier reconnu de la société, se sent mésestimé. Cela s'explique par cette tension croissante entre enseignants et opinion, un rapport de confiance partiellement rompu, une légitimité qui allait de soi il y a encore quelques décennies et qui est aujourd'hui discutée. Reste que leur malaise vient de plus loin et le diagnostic semble d'ailleurs récurrent. Pensez qu'à trois quarts de siècle d'intervalle, la commission Ribot de 1899 et la commission Joxe de 1972 commencent leurs rapports par les mêmes mots : « crise » et « malaise » des professeurs. Malaise dû fondamentalement au hiatus entre leurs études académiques et les compétences requises pour faire étudier et réussir les élèves. Ce qui change, c'est qu'on parle aussi aujourd'hui du malaise enseignant dans le premier degré, quand il semblait être auparavant réservé au secondaire. Tout au long du XX^e

siècle, la pression s'est accentuée sur les professeurs pour qu'ils prennent en charge à la fois la transmission des savoirs et l'accompagnement des apprentissages des élèves. Les jeunes enseignants sont aujourd'hui très bien formés à une discipline, puisqu'on a étendu la durée de leurs études académiques, mais pas du tout à la mission qui leur est confiée : faire réussir tous les élèves. Autrement dit, ils sont adaptés à l'élite scolaire, à des élèves qui apprennent tous seuls ou presque... C'est ce que dit Pisa 2009 : l'école française fait réussir les élèves qui de toute façon auraient sans doute, du fait de leur naissance, réussi sans elle !

Comment améliorer la situation ?

Il faudrait notamment revenir sur l'académisme de la formation des enseignants. Autrement dit, revoir les concours en introduisant des épreuves réellement professionnelles, qui se dérouleraient donc devant des élèves. Cette réforme des concours, en modifiant le contrat symbolique liant l'enseignant à son employeur, aurait aussi pour conséquence, à l'aval, de promouvoir une éthique professionnelle moins élitiste et des pratiques enseignantes davantage tournées vers les élèves qui ont le plus besoin de l'école pour réussir.